

M. Giscard d'Estaing hésite à s'engager davantage à l'approche du premier tour

Quel rôle pour le chef de l'Etat ?

M. Poniatowski a néanmoins souligné que, s'il intervenait, M. Giscard d'Estaing ne pourrait que répéter ce qu'il avait déjà dit à Verdun-sur-le-Doubs : 1) L'application du programme commun « plongerait la France dans le désordre économique » ; 2) Si les Français optaient pour ce programme, le président de la République ne pourrait s'opposer à son application ; 3) La France ne peut avoir qu'un gouvernement de coalition ; or, l'alliance du P.C. et du P.S. est, pour le moins, sujette à caution, alors que celle des partis de la majorité a fait ses preuves.

Que pourrait dire d'autre, en effet, M. Giscard d'Estaing ? Lui ne peut s'attendre qu'il mette son mandat en balance électorale, depuis les propos qu'il avait tenus en mai 1976 à Washington, il n'a pas dévié de la ligne qu'il s'était alors fixée : « J'ai dit et je dirai encore, si j'ai dit et je dirai encore, si j'ai dit et je dirai encore... »

« Et, comme on lui demandait s'il demeurerait à l'Élysée quelle que soit la majorité qui sortirait des élections législatives, il avait répondu : « Absolument, oui. » Par conséquent, ce ne peut être que sur le moment et la forme d'une nouvelle intervention que ceux qui le réclament peuvent compter pour inverser la tendance persistante en faveur de la gauche qui est apparue dans de très nombreux sondages concordants.

M. LECANUET : une intervention du chef de l'État est indispensable.

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré, mardi 7 mars, au micro de Radio Monte-Carlo : « Une intervention du président de la République est indispensable. (...) M. Giscard d'Estaing a mis en garde les Français en leur disant que la position répandait sur le pays un nuage de promesses — une dérive en ouragan de démagogie — à gagner davantage d'argent et à travailler moins. (...) L'application d'un programme incohérent, incohérent, amène la France à une catastrophe économique et, par conséquent, à une régression sociale. »

Ceux des conseillers de M. Giscard d'Estaing qui croient utile une nouvelle intervention présidentielle relèvent que les enquêtes font apparaître un pourcentage d'indécis anormalement élevé, à quelques jours du scrutin, et que ce sont ces indécis qui en détermineront l'issue. Le discours du 27 janvier leur était déjà destiné, et il pouvait être souhaitable de lui donner un dernier écho à la veille de la décision. Dans cette hypothèse, ajoute-t-on, le chef de l'État aurait tort de se priver, par excès de scrupules, de l'avantage d'une allocution prononcée après la clôture de la campagne officielle, comme l'avaient fait ses prédécesseurs. On ne lui saurait pas gré de ce légalisme, tandis que, en usant de ses prérogatives, il ne s'exposerait guère à plus de reproches qu'il n'en subit actuellement de la part de l'opposition.

S'il opte pour l'intervention, le chef de l'État apparaîtra-t-il à la télévision avant le premier tour comme le général de Gaulle lors des élections de 1962 et 1967, ou avant, le second, comme le général de Gaulle, encore, l'avait fait en 1968, et Georges Pompidou en 1973 ?

Une campagne se dessine actuellement dans la majorité tendant à affirmer que seul le second tour compte, que seul il manifesterait le choix des Français, le premier n'étant que le reflet d'une humeur. Cette thèse, avancée notamment par M. Barre, répond, naturellement, aux critiques de l'opposition contre un mode de scrutin qui pourrait permettre à la majorité de perdre en voix au premier tour et de gagner en sièges au second. Mais cette conception se coule dans celle qu'avait exposée M. Giscard d'Estaing à Verdun-sur-le-Doubs, en distinguant entre tendances de l'opinion et majorité politique. Elle suggère aux électeurs que, par leur vote au second tour, ils désigneront un gouvernement viable, ou bien au contraire, priveront la France de direction. On imagine alors que le président de la République, à la veille du second tour, prenne acte (comme il l'avait fait au lendemain des élections municipales) de la volonté de changement exprimée par les électeurs, et s'engage à la satisfaire à condition qu'il dispose, pour cela, d'une majorité cohérente.

Si ce langage n'était pas

entendu, ce serait pour le chef de l'État un échec qui réduirait singulièrement son crédit et rendrait plus difficile son maintien à l'Élysée. Voilà, on le devine, l'objection majeure contre une telle intervention. Depuis quelques semaines, les contours d'un *modus vivendi* entre M. Giscard d'Estaing et un gouvernement de

La démocratie française, chère au chef de l'État, est organisée selon une Constitution qui a été approuvée par plus de trente et un millions d'électeurs (ouïers-mers compris) contre cinq millions et demi en 1958, et révisée par treize millions contre près de huit en 1962 (élection du président de la République au suffrage univer-



(Dessin de KONK.)

gauche apparaissent dans les discours des plus proches partisans du président de la République. Mardi soir encore, M. Poniatowski a souligné que le chef de l'État ne pourrait tolérer aucun empiètement sur sa conduite de la diplomatie et de la défense, ni aucune remise en cause des institutions. N'était-ce pas suggérer, par préterition, que la partie économique du programme commun — la seule que prenne en compte le débat politique — pourrait être appliquée, malgré les risques qu'elle présente ? Un tel accord, qui apparaîtrait à l'expérience et dont le terme naturel serait l'élection présidentielle de 1981, implique que le président de la République ne fasse pas du fonctionnement normal des institutions l'enjeu du scrutin des 12 et 19 mars. Citons encore M. Poniatowski : la dissolution de l'Assemblée nationale ou la démission du président de la République ne pourraient se produire a-t-il dit, qu'en dernier ressort, car le jeu normal de la démocratie est de laisser fonctionner cette démocratie.

La question, pour M. Giscard d'Estaing, est de savoir si l'opposition, devenue majoritaire, remettra en cause ces votes. Dans ce cas, il userait des moyens dont il dispose pour l'en empêcher. Mais cela suppose que les institutions n'apparaissent pas, aujourd'hui, comme le bouclier de la majorité déclinante.

PATRICK JARREAU.

● Le Conseil national du commerce (C.N.C.) vient de lancer un « appel à tous les commerçants et prestataires de services », qui représentent avec leurs familles « trois millions d'électeurs », dans lequel il s'élève avec force contre le programme commun qui « prévoit une planification rigide et autoritaire qui aggraverait considérablement les contraintes dont [ils souhaitent] la disparition ». Le C.N.C. conclut : « Vous trouvez déjà aujourd'hui qu'il y a trop de technocrates au pouvoir : il ne faut pas que, demain, votre métier soit à la merci de l'État. »

M. BARRE : M. Mitterrand n'est ni Paul Ramadier ni Jules Moch.

M. Barre s'est rendu, mardi après-midi 7 mars, à Toul, pour y soutenir la candidature du général Bizeard (P.R.), ancien secrétaire d'État, qui représente l'Union pour la démocratie française dans la 5^e circonscription de la Meurthe-et-Moselle dont le député sortant, M. Piquot (P.R.), ne se représente pas.

Dénonçant à nouveau les propositions de la gauche, le premier ministre a notamment déclaré : « Ce que propose le programme commun, aucun pays se trouvant dans la même situation que nous ne le fait. Regardez le Portugal, les journaux qui pensent bien mais qui pensent très peu s'émerveillent, à y a trois ans, devant ce qui se passait là-bas. C'était un véritable concert sur la révolution des ceilleils. Or M. Soares est obligé, aujourd'hui, de faire une politique d'austérité pour réparer les erreurs commises lorsque les communistes étaient dans son gouvernement. »

M. Barre a également évoqué la situation de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne et de l'Italie : « Tous ces pays, a-t-il indiqué, ont exactement le contraire de ce que nous propose l'opposition. »

A propos des relations entre le P.S. et le P.C., le premier ministre a déclaré : « M. Mitterrand ne sera pas le rempart contre le communisme car il n'est pas Paul Ramadier. Il n'est pas M. Jules Moch. »

M. Barre s'est rendu ensuite à Lunéville pour apporter son appui à M. René Haby (P.R.), ministre de l'éducation nationale, candidat unique de la majorité dans la 4^e circonscription.

M. GUÉNA : en cas de malheur, nous serons le rempart.

M. Yves Guéna, délégué politique du R.P.R., a déclaré mardi 7 mars, au cours d'une réunion de soutien à M. Frézal candidat R.P.R. dans le XVI^e arrondissement (20^e cir) : « Demain, c'est encore sur nous que le pays pourra vraiment compter. En cas de malheur — mais je ne crois pas à cette éventualité — nous serons le rempart car nous avons une idéologie, et une organisation. »

8f 20000

LE MONDE - 9 mars 1978

Page 7

2